

La crise en Rhodésie témoigne bien de cette difficulté. La situation dans ce pays maintenant dirigé par un groupe qui ne représente que quelques centaines de milliers de ses quatre millions et quart d'habitants, est une menace non seulement au gouvernement par la majorité en Rhodésie mais également aux relations entre les races dans toute l'Afrique, et sûrement aussi une menace au caractère multiracial de notre communauté. Si cette menace ne disparaît pas et que le peuple de Rhodésie ne puisse obtenir son indépendance et le règne de la majorité, si le régime illégitime actuel ne peut être remplacé de façon à obtenir ce résultat, la situation sera très difficile pour le Commonwealth.

Encore une fois, comme le très honorable vis-à-vis l'avait fait il y a quelques années à Londres, la position du Canada a été formulée sans équivoque: nous prenons position pour l'égalité raciale et la suppression de toute discrimination au sein du Commonwealth.

Après la déclaration unilatérale d'indépendance, déclaration illégale, selon l'expression du délégué indien, le gouvernement, de concert avec d'autres membres du Commonwealth et d'autres pays, a pris les mesures économiques et financières qui s'imposaient, à notre avis. J'ai le ferme espoir — et j'espère que l'événement me donnera raison — que des mesures économiques et financières pourront renverser le régime illégitime sans qu'il soit nécessaire de recourir à la force militaire. A mon sens, la conférence de Lagos a élucidé la situation à cet égard, supprimant pour le moment la pression exercée pour le recours à la force militaire — qui, à mon sens, aurait été malheureuse en ce moment et qui, en fait, n'aurait pas eu le résultat décisif et immédiat que ses partisans escomptaient. . . .

La situation qui règne en Rhodésie, je le répète, constitue une menace à la paix et l'expansion méthodique. J'espère que ce qui s'est passé récemment au Nigéria ne retardera pas cette expansion méthodique, bien qu'on ne peut se réjouir de ce qui s'est passé. . . .